

Pas de MAÎTRISE de la DONNÉE sans
TECHNOLOGIE

La Black Tiger Platform jette les fondations de la seconde vague
de la révolution numérique, le règne de la Data.



Black Tiger
FOR EARLY ADOPTERS

www.blacktiger.tech

Comptes de l'État

Un déficit de 160 Mds€ en 2022 (6,1% du PIB)

Supérieur de presque 20 Mds€ à celui de 2021 (141 Mds€, soit 5,6 % du PIB)



*Mécomptes publics,
François Ecalte*

La Cour des comptes vient de certifier les comptes de l'État pour 2022, avec quelques réserves. Il s'agit de sa comptabilité générale, qui est proche de celle des entreprises mais s'en distingue en raison de certaines spécificités de l'État, comme son pouvoir réglementaire. Elle diffère de la comptabilité budgétaire, qui est une comptabilité de caisse

permettant de suivre l'exécution du budget, et de la comptabilité nationale, qui est harmonisée au niveau international et permet de faire des comparaisons entre pays. La comptabilité générale est moins connue et moins utilisée mais elle complète les deux autres par des informations intéressantes.

Situation nette du bilan très négative

Elle permet en particulier d'établir le bilan de l'État : son passif s'élevait à 3 042 Mds€ à la fin de 2022, soit un montant bien plus élevé que celui de son actif (1 284 Mds€). Sa situation nette était donc très négative et formait un trou de - 1 758 Mds€ (- 1 661 Mds€ fin 2021).

Une société présentant un tel bilan serait obligée de le déposer rapidement au tribunal de commerce, mais l'État dispose d'un actif très particulier et non comptabilisé à son actif qui assure en principe sa pérennité : sa capacité à lever des impôts et à en augmenter le taux. Cette capacité n'est toutefois pas infinie, ce qui peut rendre ce bilan inquiétant pour l'avenir.

La situation nette négative de l'État résulte de l'accumulation de résultats annuels déficitaires. Son compte de résultat s'est ainsi soldé par un déficit de 160 Mds€ en 2022 (6,1% du PIB), supérieur de presque 20 Mds€ à celui de 2021 (141 Mds€, soit 5,6% du PIB).

“L'État dispose d'un actif très particulier et non comptabilisé à son actif qui assure en principe sa pérennité : sa capacité à lever des impôts et à en augmenter le taux. Cette capacité n'est toutefois pas infinie, ce qui peut rendre ce bilan inquiétant pour l'avenir”

Malgré les baisses d'impôt (taux de l'impôt sur les sociétés...), les recettes fiscales nettes ont augmenté de 25 Mds€ (+ 8,0%) grâce à la croissance de l'activité économique (+ 5,7% pour le PIB en valeur) et au dynamisme encore plus fort de l'assiette de certains impôts comme le bénéfice fiscal des entreprises.

Les charges d'intervention nettes (subventions, prestations sociales...) n'ont quasiment pas augmenté, en particulier parce que la réduction du montant des mesures d'urgence et de relance a été à peu près compensée par les nouvelles mesures visant à limiter les effets de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages et entreprises.

Les charges de fonctionnement nettes se sont accrues de 19 Mds€ (+ 9,1%), sous l'effet de la progression des dépenses de personnel (+ 3,9%) mais aussi, et surtout, des provisions pour litige (+ 8 Mds€ pour un contentieux avec EDF).

Enfin les charges financières nettes ont quasiment doublé (+ 25 Mds€, soit + 98%), en raison des charges d'indexation des obligations du trésor indexées sur l'inflation (+ 15 Mds€) et d'une nouvelle reprise de dettes de la SNCF par l'État (+ 10 Mds€).

On peut noter que les entreprises EDF et SNCF sont à l'origine d'une augmentation de 18 Mds€ des charges de l'État en 2022.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalte.

A lire également

[Mécomptes publics – les chroniques de François Ecalte](#)

Publié le 18/04/2023

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter.](#)